

JOMO KENYATTA ET LES MÉANDRES DE LA MÉMOIRE DE L'INDÉPENDANCE DU KENYA

[Hélène Charton](#)

Presses de Sciences Po | « [Vingtième Siècle. Revue d'histoire](#) »

2013/2 N° 118 | pages 45 à 59

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724633344

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2013-2-page-45.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Jomo Kenyatta et les méandres de la mémoire de l'indépendance du Kenya

Hélène Charton

Le processus de démocratisation observable dans de nombreux pays africains depuis les années 1990 a conduit, au Kenya, à l'alternance politique en 2008. Le régime fondé par une nouvelle Constitution adoptée en 2010 a renommé la fête nationale le « Jour des héros » en lieu et place du « Jour de Kenyatta ». Un retour sur la construction de la figure de Jomo Kenyatta en héros de l'indépendance et en père de la nation kenyane dans les années 1950 et 1960 montre l'élaboration d'un récit officiel de la fondation de la nation kenyane et son importance dans la légitimation du pouvoir issu de l'indépendance en 1964. Ce faisant, il éclaire la portée et le sens politique de l'ouverture aujourd'hui faite à l'expression de mémoires concurrentes, jusque-là étouffées.

Le 20 octobre 2010, le Kenya célébrait officiellement pour la première fois le Jour des héros (Mashujaa Day). Depuis 1964, ce jour était dédié à Kenyatta – *Kenyatta Day*, en souvenir de l'arrestation du leader nationaliste en 1952, au lendemain de l'instauration de l'état d'urgence par le gouvernement colonial. Au moment où cette république commence à sortir de la crise politique qu'elle a traversée après les élections tronquées de décembre 2007 et les violences qu'elles ont provoquées, la redéfinition des modes de commémoration de l'indépendance du pays revêt une dimension politique majeure.

Symboliquement, le remplacement du Jour de Kenyatta par le Jour des héros marque la pluralisation de la mémoire de la lutte pour l'indépendance, non plus incarnée par un seul homme, héros nationaliste et père de la nation, mais par les dizaines de personnalités qui, à des titres divers, ont participé à la construction du Kenya. Les interprétations divergentes d'un même événement historique éclairent le processus de construction d'un imaginaire national, indissociable de l'histoire politique du pays, le premier (avec ses mythes et ses représentations) servant précisément à légitimer la seconde. Dans le cas du Kenya, la construction d'un mythe politique, centré sur la figure de Kenyatta, et puisant ses racines dans la lutte nationaliste contre la puissance coloniale, a servi à légitimer un régime ayant survécu à son fondateur avant d'être balayé par l'alternance politique au début des années 2000.

Dans un premier temps, nous montrerons comment, depuis l'avènement de la république du Kenya le 12 décembre 1964¹, la mémoire de la nation a été étroitement associée à celle de son père fondateur. L'imaginaire national s'était en effet cristallisé autour de la figure de Jomo Kenyatta, dont le nom même figurait la nation. Nous verrons ensuite comment l'avènement de ce grand homme comme père de la nation s'enracinait dans un récit des

(1) La république du Kenya est proclamée un an après l'indépendance du pays le 12 décembre 1963 ; Jomo Kenyatta alors Premier ministre devient président de la République.

origines où le futur président était présenté comme le héros de la lutte pour l'indépendance. Ce mythe fondateur fonctionnait comme un puissant instrument politique, qui légitimait le pouvoir en place et écartait les mémoires concurrentes. Nous aborderons enfin la question du retour des mémoires confisquées de l'indépendance qui a accompagné le processus de « refondation de la nation » amorcé depuis 2002. Il s'agit d'une remise en cause du mythe fondateur et du récit des origines, qui avaient jusque-là prévalu, au profit d'un nouveau récit de la nation, plus inclusif, dont la figure de Kenyatta n'est plus ni le centre ni le principal horizon.

Le récit des origines

Jomo Kenyatta est mort le 22 août 1978 à plus de 80 ans. Ses contemporains et pairs ont commenté le décès du « bien-aimé père de la nation¹ » en saluant sa figure. Pour Kenneth Kaunda, président de la Zambie, « il fut l'un des plus grands leaders, un homme et un héros de la lutte de libération africaine² ». Le commentaire du président de la Tanzanie voisine, Julius Nyerere, est de la même eau : « Sans son travail et son leadership, notre lutte pour la liberté aurait été plus longue, plus dure et plus amère... il était une source d'inspiration pour des millions d'Africains qui ne l'avaient jamais vu, et renouvelait la force de tous les amants de la liberté qui avaient le privilège de le rencontrer³. » C'est lors de la lutte pour l'indépendance (de 1952, date de la déclaration de l'état d'urgence, à l'indépendance le 12 décembre 1963) que s'est façonné le mythe Kenyatta si vivement remémoré par ces autres « pères de la nation ».

(1) Kenya National Archives (KNA), MSS/29/121, programme officiel des funérailles nationales organisées à Nairobi le 31 août 1978.

(2) KNA, MSS/29/121, *The Financial Times*, 24 août 1978.

(3) *Ibid.*

Kenyatta, héros de la lutte pour l'indépendance ?

Jomo Kenyatta a été arrêté le 20 octobre 1952 dans le cadre d'une vaste opération de police au moment où le gouvernement colonial décrétait l'état d'urgence dans la colonie pour décapiter l'organisation Mau Mau. Ce mouvement multiforme de contestation violente de l'ordre colonial s'était rapidement développé dans la province centrale du Kenya, majoritairement kikuyu et à Nairobi. À partir des années 1950, les campagnes de serments de fidélité à la cause Mau Mau et les assassinats de chefs ou de personnalités proches du pouvoir colonial et, de façon plus marginale, de colons européens se multiplièrent. Parmi les cent six personnes écrouées au cours de ce coup de filet baptisé opération Jock Scott, figuraient les six principaux responsables de la première association politique d'envergure nationale, autorisée au lendemain de la guerre, la Kenya African Union (KAU), dont son président, Jomo Kenyatta. Ceux-ci furent jugés lors d'un procès spectacle tenu à Kapenguria du 3 décembre 1952 au 8 avril 1953, et condamnés à sept années d'emprisonnement assorties de travaux forcés dans le Nord semi-désertique du Kenya⁴. Contrairement aux représentations des autorités coloniales, le nationalisme africain dont la KAU constituait un vecteur était loin d'être homogène. Les « Kapenguria six » (Jomo Kenyatta, Bildad Kaggia, Fred Kubai Paul Ngei, Achieng'Onoko et Kungu Karumba) reflétaient plutôt la diversité du courant nationaliste traversé par des clivages à la fois sociaux, économiques et générationnels et qui s'exprimaient sur les modalités d'actions préconisées pour atteindre leurs objectifs, au demeurant divergents. Sur cet échiquier, Kenyatta, partisan de la mise en œuvre de réformes

(4) David Anderson, *Histories of the Hanged : Britain's Dirty War in Kenya and the End of the Empire*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, 2005.

progressives et constitutionnelles, représentait les nationalistes modérés. Les radicaux, rassemblés autour de Fred Kubai et Bildad Kaggia, prônaient l'usage de la violence et l'élimination physique des nationalistes modérés ; le nom de Kenyatta figurait d'ailleurs sur leur liste noire¹. Mais le procès puis la détention de Kenyatta donnèrent corps au mythe, largement forgé par la propagande coloniale qui l'avait identifié comme le cerveau et le principal responsable du mouvement Mau Mau.

La déclaration de l'état d'urgence le 20 octobre 1952 et l'arrestation des principaux responsables de la KAU initièrent le cycle de violence qui secoua la province centrale du Kenya entre 1952 et 1957. Aux coups de mains, exactions et opérations punitives menées par les insurgés, les autorités coloniales répondirent par une répression féroce qui touchait l'ensemble de la population kikuyu non identifiée comme loyaliste, contraignant les individus à se ranger dans l'un ou l'autre des deux camps, suivant les logiques classiques de la guerre civile². Au tournant de l'année 1957, la reddition ou l'arrestation des principaux généraux rebelles, la dispersion des maquis des forêts des Aberdare et du mont Kenya, ainsi que l'éviction des populations kikuyu de Nairobi à la suite de l'opération Anvil en avril 1954 consacrèrent la victoire des forces coloniales. La répression fut cependant poursuivie sous différentes formes (camps d'internement et de transit, politique systématique de villagisation dans la province centrale) et l'état d'urgence ne fut levé qu'en janvier 1960³. Parallèlement à ces opérations militaires, la politique de sortie de crise déployée par les autorités coloniales à

partir de 1954 privilégiait les loyalistes sur le plan politique, économique et social, au détriment des populations soupçonnées de sympathies Mau Mau qui étaient systématiquement inquiétées.

Les premières élections nationales furent organisées en mars 1957 en vue de désigner les représentants africains des sept provinces au Conseil législatif⁴. Seuls les partis politiques régionaux étaient autorisés, et dans la province centrale, le scrutin était restreint aux adultes pouvant présenter un certificat de loyauté délivré par les autorités coloniales (7,4 % de l'électorat⁵). Ce premier scrutin fit émerger une nouvelle génération d'hommes politiques, souvent plus jeunes, parfois éduqués à l'étranger et plutôt modérés dans leurs revendications⁶, qu'incarne Tom Mboya, originaire de l'Ouest du Kenya et nouvel élu de la circonscription de Nairobi⁷. Issu du syndicalisme et responsable de la Kenya Federation of Labour (KFL), il prit la tête du mouvement nationaliste qu'il s'efforça d'unifier en réclamant l'accélération des réformes constitutionnelles et la libération de Kenyatta. Avec le slogan « Kenyatta et

(4) Dans chacune des huit provinces de la colonie, un représentant auprès du Conseil législatif est pour la première fois élu, suivant un système complexe de franchises accordant jusqu'à trois voix aux électeurs les plus qualifiés (W. J. M. MacKenzie et Kenneth Robinson, *Five Elections in Africa*, Oxford, Clarendon Press, 1960).

(5) Daniel Branch, *op. cit.*, p. 154.

(6) Hélène Charton, « La genèse ambiguë de l'élite kenyane », thèse de doctorat en histoire, Université Paris-VII, 2002, p. 392.

(7) Né en 1930 sur l'île de Rusinga dans le South Nyanza, il a été employé par le Nairobi City Council comme inspecteur de santé. Après l'interdiction de la KAU en mai 1953, il s'est lancé dans l'action syndicale à la tête de la Kenya Federation of Labour (KFL). Pour les autorités coloniales, il représentait une alternative crédible au nationalisme kikuyu incarné par Kenyatta et assimilé aux Mau Mau. Après une année d'études au Ruskin College à Oxford, il a passé deux mois aux États-Unis où il a multiplié les rencontres avec les milieux syndicaux. Rentré au Kenya à l'automne 1956, il est le candidat victorieux aux élections de mars 1957 contre son adversaire à Nairobi, Clement Arwings Khodek, surnommé le « l'avocat Mau Mau ».

(1) *Ibid.*, p. 41.

(2) Daniel Branch, *Defeating Mau Mau, Creating Kenya : Counterinsurgency, Civil War and Decolonization*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009.

(3) Sur les formes et les modalités de la répression coloniale, voir l'ouvrage de Caroline Elkins, *Britain's Gulag : The Brutal End of Empire in Kenya*, Londres, Jonathan Cape, 2005.

l'Indépendance¹ » qui scandait les réunions politiques, Jomo Kenyatta devint une figure métonymique de l'indépendance : le symbole de la libération du pays et de la fin de la répression engagée depuis 1952. Cette revendication permettait en outre de légitimer l'action politique des nationalistes modérés restés en dehors de la lutte armée.

La libération de Kenyatta fut au cœur des négociations engagées par Londres en janvier 1960, à la surprise des colons européens et de l'administration coloniale. Les deux représentants africains (Tom Mboya et Ronald Ngala) ont en effet posé cette libération comme préalable à toute discussion. Les élections générales, organisées en février 1961 dans le cadre de ce processus constitutionnel, consacèrent la victoire de la Kenya African National Union (KANU), le parti politique héritier de la KAU, fondé en mai 1960 par Tom Mboya, James Gichuru et Odinga Oginga. Mais ses élus refusèrent de former un gouvernement tant que Kenyatta était emprisonné. Reprise par les élus de la Kenya People's Union (KPU)², cette revendication aboutit à la libération de Kenyatta le 14 août 1961 qui, après la victoire de la KANU aux élections législatives, fut nommé Premier ministre le 1^{er} juin 1963.

Érigé pendant son emprisonnement en icône de la lutte pour l'indépendance, l'homme a réalisé la synthèse entre toutes les formes d'opposition à l'ordre colonial : syndicales, insurrectionnelles ou réformistes. Mais de quel héritage nationaliste et politique est-il finalement le dépositaire ? Loin d'être le combattant Mau Mau enragé présenté par la propagande coloniale, « le prince africain des ténèbres et

de la mort³ », il s'est efforcé tout au long de sa carrière politique de concilier les divergences au profit de l'unité et de l'intérêt supérieur du groupe. Mais de quel groupe ? Le clan, l'ethnie ou la nation ?

Kenyatta, héros nationaliste ?

Lorsque Kenyatta a été libéré en 1961, les séquelles de la guerre civile restaient très vives, notamment chez les Kikuyu de la province centrale. Nombreux sont les prisonniers Mau Mau qui trouvèrent leurs terres occupées par des loyalistes à leur retour de détention⁴. Principal moteur de la lutte anticoloniale et point de convergence de toutes les revendications nationalistes (modérées et radicales) depuis les années 1920, la restitution des terres aliénées par les Européens est de nouveau d'actualité en 1961, révélant de profondes divisions au sein de la classe politique africaine naissante.

Afin de protéger les intérêts des fermiers européens et de prévenir d'éventuelles violences, le gouvernement colonial organisa, en 1962, la vente de 1,2 million d'acres de terres européennes à des petits propriétaires africains grâce à un système de prêts, le Million Acre Scheme⁵. Jomo Kenyatta se rallia à l'option des Britanniques, suscitant un sentiment de trahison chez certains nationalistes qui auraient préféré que la question foncière soit réglée par un gouvernement africain. Le Million Acre Scheme reconnu à la minorité européenne le

(3) « *The African leader to darkness and death* », selon la formule du gouverneur Patrick Renison à son retour de la conférence de Lancaster House en 1960 rapportée par Caroline Elkins, *op. cit.*, p. 357. (Toutes les traductions sont de l'auteur de cet article.)

(4) Sur la manière dont le plan Swynnerton de remembrement et de modernisation agraire a été exploité à des fins politiques par l'administration provinciale pendant l'état d'urgence, voir Daniel Branch, *op. cit.*, p. 120-125.

(5) Sur les enjeux politiques du Million Acre Scheme, voir l'analyse de John W. Harbeson, « Land Reforms and Politics in Kenya, 1954-70 », *The Journal of Modern African Studies*, 9 (2), 1971, p. 231-251.

(1) « *Kenyatta na Uhuru.* » (Tom Mboya, *Freedom and After*, Nairobi, East African Educational Publishers, 1963, 1993, p. 80-81)

(2) La KPU a été fondée en juin 1960 par Masinde Muliro, Ronald Ngala et Daniel Arap Moi pour représenter les populations minoritaires.

droit de vendre des terres qui ne leur « appartenaient » pas. En outre, les conditions d'attribution des prêts favorisèrent une proto-bourgeoisie africaine au détriment des populations les plus fragiles, sans terres ou sans emploi. La question foncière devint alors un point de friction politique majeur, opposant les partisans de la redistribution des terres, comme Bildad Kaggia qui s'affichait comme le dépositaire de la cause nationaliste et le défenseur des plus démunis, aux propriétaires terriens ralliés à la politique du gouvernement.

Après sa libération, Jomo Kenyatta se présente comme le garant de l'ordre contre la menace de subversion. Au début de l'année 1962, il avait ainsi déclaré : « Nous sommes déterminés à accéder à l'indépendance dans la paix, et nous ne laisserons pas les voyous diriger le Kenya¹. » Quelques mois plus tard, dans un discours prononcé à Nakuru en avril 1962 devant une assemblée de quatre cents fermiers européens, Kenyatta prônait la réconciliation en invoquant le pardon et l'oubli² : « Une société faite d'anges, noirs, bruns ou blancs, n'existe pas. [...] Nous sommes des êtres humains et comme tels disposés à fauter. Si j'ai été fautif envers vous, c'est vous qui devez me pardonner. Si vous avez commis une faute contre moi, c'est à moi de vous pardonner³. » En quelques mois, les sentiments des Européens à l'égard de Kenyatta passèrent de la haine viscérale à

une véritable adulation⁴. Auparavant désigné comme une menace majeure pour les intérêts de cette communauté, il devint un rempart contre les nationalistes plus radicaux, tels que Odinga Odinga ou Bildad Kaggia.

Le nationaliste modéré mais plutôt conservateur qui prit la tête de la KANU en 1961 n'était guère différent de l'homme qui avait dirigé la KAU entre 1946 et 1952. Pendant toute sa carrière politique, au Kenya comme à l'étranger, il s'est efforcé de faire converger les positions et les points de vue, contribuant à forger une pensée politique hybride parfois ambivalente.

Né dans les dernières décennies du 19^e siècle, au moment où les Britanniques mettaient la région sous protectorat en 1895, Jomo Kenyatta a été l'un des témoins et acteurs privilégiés des transformations profondes de la société kenyane. Au début des années 1920, il vivait et travaillait à Nairobi, où il avait assisté à la violente répression de la première manifestation politique organisée par Harry Thuku en 1922. Devenu secrétaire général de la Kikuyu Central Association⁵ (KCA) en 1928, il efforça de défendre l'unité et les intérêts de son peuple, en cherchant notamment à rapprocher les deux associations kikuyu rivales, la Kenya Association⁶ (KA) et la KCA. Envoyé en 1929 en Angleterre par la KCA pour défendre la cause des Africains devant la Couronne contre les aliénations de terres au profit des colons européens⁷, il passa finalement seize années en Grande-Bretagne. Ce séjour fut déterminant dans sa formation politique et intellectuelle.

(1) « *We are determined to have independence in peace, and we shall not allow boogalans to rule Kenya. We must have no hatred toward one another. Mau Mau was a disease which had been eradicated and should never be remembered again.* » (Jomo Kenyatta, *Suffering without Bitterness : The Founding of the Kenyan Nation*, Nairobi, East African Publishing House, 1968, p. 189, cité par Marshall Clough, « Mau Mau and the Contest of Memory », in E. S. Atieno Odhiambo et John Lonsdale, *Mau Mau and Nationhood*, Oxford, James Currey, 2001, p. 255)

(2) En 1962, le Kenya comptait une population de soixante-six mille Européens ; en 1963, six mille étaient déjà partis.

(3) « *There is no society of angels, black, brown or white. [...] We are human beings and as such we are bound to make mistakes. If I have done a mistake to you, it is for you to forgive me. If you have done a mistake to me, it is for me to forgive you.* » (« Kenyatta : White and Black- Harambee ! », *Time*, 23 août 1963)

(4) Peter Knauss, « From Devil to Father Figure : The Transformation of Jomo Kenyatta by Kenya Whites », *The Journal of Modern African Studies*, 9 (1), 1971, p. 131-137.

(5) La Kikuyu Central Association a été fondée en 1924, après l'interdiction de l'East African Association (EAA).

(6) La Kenya Association a été fondée en 1921 par les principaux chefs kikuyu pour défendre leurs intérêts notamment fonciers.

(7) National Archives (NA, Londres), CO/537/3646, note des services de renseignement, 1948.

Au contact des milieux internationalistes (communistes, panafricains, de la Ligue internationale des droits de l'Homme) et à la London School of Economics aux côtés de Bronislaw Malinowski, penseur de l'anthropologie fonctionnaliste, il explore la dimension ethnique et culturelle de son engagement nationaliste¹. S'appuyant sur les écrits de Jomo Kenyatta, John Lonsdale a montré comment le mythe de la monarchie impériale déployé par les autorités britanniques avait pu trouver un écho dans une forme originale de « constitutionalisme kikuyu » développée par Kenyatta, qui repose précisément sur les obligations réciproques liant le patron à ses clients et protégés, le roi à ses sujets, le père à ses enfants². C'est d'ailleurs en patron que Kenyatta rentra au Kenya en septembre 1946. Il s'empressa de s'en donner la stature, en acquérant des terres et en se mariant dans deux des clans kikuyu les plus puissants. Devenu président de la KAU, il s'efforça de rassembler les forces politiques émergentes et pluri-ethniques autour de son projet politique de réformisme constitutionnel. Dans un discours prononcé le 26 juillet 1952, appelant à l'unité de tous les Kenyans derrière la KAU dans son combat pour la reconnaissance de leur droit et la liberté, il avait réaffirmé son engagement en faveur d'une voie réformatrice, en se démarquant notamment des Mau Mau³.

(1) Jomo Kenyatta a publié en 1938 un essai d'anthropologie sur les Kikuyu, intitulé *Facing Mount Kenya, the Tribal Life of the Gikuyu*, Londres, Secker & Warburg, 1938 ; trad. fr., *id.*, *Au pied du mont Kenya*, préf. de Georges Balandier, trad. de l'angl. par Gabriel Marcu et Pierre Balla, Paris, François Maspero, 1960.

(2) John Lonsdale, « Ornamental Constitutionalism in Africa : Kenyatta and the Two Queens », *The Journal of Imperial and Commonwealth History*, 34 (1), 2006, p. 1-17.

(3) Discours au meeting de la Kenya African Union, Nyeri, 26 juillet 1952, cité dans Franck Derek Corfield, *The Origins and Growth of Mau Mau*, Sessional Paper No. 5 of 1959-1960 (Her/His Majesty's Stationery Office, HMSO, Londres, 1960), p. 301-308, <http://www.fordham.edu/halsall/mod/1952kenyatta-kau1.html> (4 février 2013).

Au total, pendant plus de trente ans, entre son entrée dans la vie politique au sein de la KAU en 1928 et sa libération en 1961, Kenyatta s'est tenu à l'écart de la lumière de la scène politique du Kenya, y projetant cependant et de manière continue son ombre. Comme en 1946, c'est en arbitre qu'il revint à la vie politique en 1961. Son incarcération pendant l'état d'urgence puis l'enjeu politique de sa libération lui ont permis de gagner son statut de héros de la lutte nationaliste, en dépit de son positionnement modéré jugé ambigu par certains nationalistes radicaux. La force du mythe, notamment porté par les nationalistes modérés, a été précisément de dépasser les clivages hérités de la lutte pour l'indépendance. Le chef d'État s'est fabriqué une image de père de la nation en capitalisant précisément sur son statut de héros. À cette fin, il a élaboré un mythe fondateur des origines exclusivement centré sur sa personne permettant à la fois de donner une légitimité historique au nouveau régime et de renforcer son emprise par l'élimination systématique des mémoires concurrentes.

Kenyatta, père de la nation

Le 20 octobre 1964, le Kenya, sur le point de devenir une république, célébrait officiellement pour la première fois l'anniversaire de la déclaration de l'état d'urgence sous le nom de Jour de Kenyatta⁴. La transformation de cette commémoration en fête éponyme marque l'avènement du père de la nation précisément mis en scène lors de cette première célébration. Dans le récit des origines de la nouvelle nation, Kenyatta est une figure métonymique de la lutte, des sacrifices et des souffrances endurés pour la libération du Kenya. Ce récit sert de point d'ancrage au mythe du héros et père fondateur de la nation, qui légitime le nouveau régime.

(4) Government of Kenya, Legal notice 135, 29 mai 1964.

Le Jour de Kenyatta et la naissance d'un héros

« En ce jour, nous souhaitons faire au monde la démonstration de notre respect de notre loyauté au père de la nation, le pionnier et le fondateur de notre mouvement nationaliste, Mzee Jmomo Kenyatta¹. » La symbolique quasi religieuse de la mise en scène de cette cérémonie d'hommage marquant l'avènement de Jomo Kenyatta comme père de la nation a donné à ces festivités des allures de sacre. Dans chacune des huit provinces, des cérémonies d'action de grâce furent célébrées dans toutes les églises et les mosquées. Afin de commémorer le sang versé et les sacrifices consentis pour l'indépendance, une collecte nationale de sang fut organisée : « Ceci symbolise les luttes que nous avons traversées, un hommage à nos chefs nationalistes prêts à verser leurs sang pour le Kenya et pour leurs camarades². » En 1965, le traditionnel banquet de gala, qui servait notamment à lever des fonds pour la KANU, est présenté par le service de communication du gouvernement comme une Cène : « Ce moment commémore le dernier souper pris par son excellence Mzee Jomo Kenyatta dans sa maison, en cette nuit d'octobre 1952 que nous n'oublierons jamais, avant qu'il ne soit arrêté par les impérialistes³. » Enfin, le défilé organisé dans les rues de Nairobi qui réunissait tous les services de l'État avec Kenyatta à sa tête est doté

d'une symbolique héroïque : « En ce jour, il entrera dans Nairobi comme le combattant et le conquérant qu'il est, son cortège le conduira à travers les rues pour qu'il puisse une fois encore voir et être vu par le peuple qu'il guide⁴. » Même le match de football disputé par les membres du gouvernement et du parlement contre les représentants des délégations diplomatiques semblait symboliser l'indépendance et la vitalité de la nouvelle nation face au reste du monde. Dans cette scénographie allégorique révélant la nature quasi divine et héroïque du père de la nation, ses allocutions publiques occupaient également une place centrale.

Lors de la première célébration du Jour de Kenyatta en 1964, Jomo Kenyatta insista, lors d'un message radiodiffusé relatif à la lutte de libération nationale, sur son rôle dans un long processus dont les débuts remontaient aux années 1920. Cette profondeur historique permet de relativiser l'épisode Mau Mau (dont le 20 octobre est pourtant une date significative) au profit d'une lecture plus inclusive et consensuelle de la lutte pour l'indépendance. C'est au nom de la réconciliation que Kenyatta prône une politique officielle d'amnésie : « Nous devons décider de ne plus jamais nous référer au passé. Mais d'être au contraire unis dans nos paroles et dans nos actes, dans l'intérêt de la reconstruction de notre pays et de la vitalité de l'avenir du Kenya⁵. » Scellant l'union symbolique entre le destin de l'homme et celui de la nation, le 20 octobre est, à partir de 1965, la date retenue pour célébrer officiellement

(1) « *It is a day on which we wish to show the world our respect and loyalty to the Father of the Nation, the pioneer and founder of our nationalist movement, Mzee Jomo Kenyatta* » (KNA, KA/4/3/, Kenya news agency handout, Kenyatta day celebrations, 25 septembre 1964, Tom Mboya, chairman of the Kenyatta Day celebrations). Tom Mboya est alors ministre de la Justice et des Affaires constitutionnelles.

(2) « *This is symbolic of the struggle through which we have passed and the readiness of our nationalist leaders to shed their blood for Kenya and for their fellow men.* » KNA, KA/4/3/, Kenya news agency handout, Kenyatta day celebrations.

(3) « *This occasion will commemorate the Last Supper which H. E. Mzee Jomo Kenyatta had at his house that unforgettable night in October 1952 before the imperialists arrested him* » (KNA, KA/4/3, Kenyatta Day celebrations, press statement by H. E. the vice-president).

(4) « *He will on that day enter Nairobi like a fighter and conqueror he is, and drive along the streets in procession so that he may once more see and be seen by the people he leads.* » (KNA, KA/4/3, Kenyatta Day celebrations, press statement by H. E. the vice-president)

(5) « *Let us agree that we shall never refer to the past. Let us instead unite, in all utterances and activities, in concern for the reconstruction of our country and the vitality of Kenya's future.* » (KNA, KA/4/3, Kenyatta Day celebrations, press statement by H. E. the vice-president)

l'anniversaire du Mzee¹, au lieu de sa date de naissance.

Cette cérémonie fondatrice qui marque l'avènement du père de la nation, unique dépositaire de la mémoire de la lutte pour l'indépendance, a également une fonction politique précise. Elle met en scène l'allégeance de la nation au père fondateur. Le 20 octobre 1964, le Premier ministre annonça à la foule rassemblée au stade de Kamukunji la libération immédiate de tous les prisonniers Mau Mau. Invitée à se prononcer sur l'instauration d'un régime de parti unique d'ici la fin de l'année 1964, la foule approuva massivement le projet à main levée². Lors de cette cérémonie, les ministres et les dignitaires du régime présentèrent également leurs compliments au chef de l'État. Ces messages sont cependant révélateurs des tensions et des rapports de force qui traversaient alors le régime. Tom Mboya rappela ainsi longuement le rôle joué par les syndicats et par lui-même dans la poursuite de la lutte pour l'indépendance après l'arrestation des chefs de la KAU. De son côté, Bildad Kaggia, compagnon de détention de Kenyatta, appela clairement au partage équitable des fruits de l'indépendance en dénonçant à demi-mots le détournement du sens de l'événement du 20 octobre par le nouveau régime. Les représentants des groupes ethniques minoritaires rassemblés au sein de la Kenya African Democratic Union (KADU), dont la fusion avec la KANU était programmée, se montrèrent mesurés dans la formulation de leur allégeance au chef du pouvoir et du parti unique. Son président Daniel Arap Moi félicita ainsi le Premier ministre (et non le père fondateur) pour son engagement pour la nation. Au moment où le Kenya s'apprêtait

à abandonner la première Constitution fédéraliste au profit d'une république centralisatrice, les rapports entre le centre et la périphérie étaient une question sensible. En 1965, plusieurs commissaires de région avaient dénoncé la charge financière qui pesait sur leurs épaules pour l'organisation, compte tenu de la faiblesse des allocations qui leur étaient accordées en comparaison des sommes allouées à Nairobi³.

Au total, les premières célébrations du Jour de Kenyatta, qui marquaient le début de la « campagne officielle d'adulation du nouveau chef du pouvoir⁴ », ont marqué une étape décisive dans la fabrication du mythe Kenyatta qui permit ensuite de légitimer le nouveau régime, à travers l'élimination des mythes concurrents.

Des usages politiques du mythe

Dans le nouveau récit des origines qui prend corps et forme à partir de 1964, la date du 20 octobre vidée de sa substance historique est essentialisée. Elle ne commémore plus la déclaration de l'état d'urgence mais évoque à la fois la lutte et l'accession à l'indépendance, incarnées par la seule figure de Kenyatta. Cette forme originale de symbolisation, qui passe par la personification de la mémoire de l'indépendance, rappelle par certains côtés le « résistancialisme gaullien » que l'historien Henry Rousso définit « moins comme une glorification de la Résistance (et certainement pas des résistants) que comme la célébration d'un peuple en résistance incarné par l'homme du 18 Juin⁵ ». Le mythe résistancialiste qui a été forgé par Charles de Gaulle dans un contexte de sortie de crise et de réconciliation nationale permet d'occulter les divisions entraînées par l'Occupation. Il célèbre une vision abstraite de la France, coupée de

(1) KNA, KA/4/3, lettre du secrétaire permanent du ministre des Affaires étrangères, du 7 mai 1965, « President's birthday ». Mzee, qui signifie « le vieux » en kiswahili, est une formule respectueuse et l'un des surnoms associés à Kenyatta.

(2) KNA, KA/4/3/, Kenya news agency handout, Prime Minister at Kamunjuji rally.

(3) KNA, KA/4/3, lettre du 23 septembre 1965.

(4) Mordechai Tamarkin, « The Roots of Political Stability in Kenya », *African Affairs*, 77 (308), 1978, p. 298.

(5) Henry Rousso, *Le Syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Éd. du Seuil, 1990, p. 32.

sa réalité historique et qui dépossède les résistants de leur mémoire au nom de la glorification du combat d'une nation tout entière, unie derrière son chef¹. La nouvelle fonction commémorative assignée au 20 octobre peut être interprétée comme une forme de résistancialisme à la kenyane, où la glorification de l'épopée du héros national célèbre, par un procédé métonymique, le combat pour l'indépendance de la nation tout entière.

Sur le plan mémoriel, cela se traduit par l'étouffement des mémoires individuelles de la lutte au profit de la construction d'une métanarration officielle. Résolument amnésique, cette mémoire officielle, inscrite dans un projet de réconciliation, s'est heurtée aux porteurs de mémoires concurrentes, souvent incarnées par des groupes minoritaires ou dissidents². Chacune des trois crises politiques majeures que le Kenya a traversées entre 1963 et 1978 s'est doublée d'une crise mémorielle, où le mythe des origines a, chaque fois, été réactivé et mobilisé pour contrer les mémoires concurrentes et réaffirmer la légitimité du régime³.

Les premières tensions au sein du gouvernement d'union formé par la KANU en mai 1963 sont apparues quelques mois après l'indépendance. Les nationalistes radicaux tels Bildad Kaggia ou J. M. G. Kariuki y étaient représentés, tout comme d'anciens généraux Mau Mau tel Waruhiu Itote, aux côtés d'hommes politiques plus conservateurs parfois proches des milieux loyalistes (Charles Njonjo, Julius Kiano ou Njoroge Mungai). C'est également

à cette époque que les premiers récits autobiographiques des combattants Mau Mau furent publiés⁴. Ils livraient souvent une image idéalisée de la lutte pour l'indépendance menée dans les forêts, mettant en avant les principes d'égalité et de justice sociale du mouvement ainsi que sa dimension nationaliste. Ces mémoires de combat firent écho aux revendications qui s'exprimaient alors dans les villes pour réclamer un meilleur partage des fruits de l'indépendance, en termes notamment d'accès à la terre. La répression sévère menée par le gouvernement contre les manifestations populaires organisées à Nairobi entre 1963 et 1964 culmina avec l'assassinat politique du chef de file de la gauche radicale, Pio Gama Pinto, en février 1965.

L'année suivante, en 1966, plusieurs membres de l'ancienne KADU quittèrent la KANU à la suite d'Odinga Odinga et Bildad Kaggia pour protester contre la dérive conservatrice et « néocoloniale » du régime, suivant leur expression ; ils formèrent la KPU. Les dissidents se présentaient comme les héritiers de la lutte nationaliste dont ils défendaient le programme. La KANU contre-attaqua sur le même terrain en mettant en avant l'héritage Mau Mau (rencontres avec les anciens combattants, mémorial). Jomo Kenyatta choisit ce moment pour publier ses mémoires, sous le titre *Suffering without Bitterness : The Founding of The Kenya*

(4) Dans leur ouvrage pionnier consacré à la guerre des Mau Mau, Carl Rosberg, politologue britannique et John Nottingham, ancien administrateur colonial devenu éditeur, ont démonté la propagande et la mythologie coloniale forgée autour des Mau Mau, tout en soulignant la dimension anticoloniale du mouvement, interprétée comme une forme de nationalisme (Carl Rosberg et John Nottingham, *Nationalism in Kenya : The Myth of Mau Mau*, Nairobi, Transafrica Press, 1966). Parmi ces premiers récits souvent autobiographiques, on peut citer : James Mwangi Kariuki, *Mau Mau Detained : The Account of a Kenyan African of his Experience of Detention Camps*, Londres, Oxford University Press, 1963 ; Karari Njama et Donald Barnett, *Mau Mau from within : Autobiography and Analysis of Kenya's Peasant Revolt*, New York, Modern Reader, 1966 ; Waruhiu Itote, *Mau Mau General*, Nairobi, East African Publishing House, 1967.

(1) *Ibid.*, p. 89.

(2) Marshall Clough, « Mau Mau and the Contest for Memory », in E. S. Athieno Odhiambo et John Lonsdale, *Mau Mau and Nationhood, Arms, Authority and Narration*, Oxford, James Currey, 2003, p. 253, citant Michael Kammen à propos de la mémoire de l'esclavage aux États-Unis (Michael Kammen, *Mystic Chord of Memory : The Transformation of Tradition in American Culture*, New York, Alfred A. Knopf, 1991, p. 13).

(3) Nous reprenons ici la chronologie établie par Marshall Clough, dans son article consacré aux usages politiques de la mémoire Mau Mau (*op. cit.*).

Nation (Souffrance sans amertume : la fondation de la nation kenyane, 1968). L'articulation du titre et du sous-titre de l'ouvrage, relie l'expérience individuelle de la souffrance et du sacrifice au destin de la nation. Composé pour moitié de reproductions des allocutions officielles prononcées entre 1963 et 1967, ce livre apparaît comme l'histoire officielle de la lutte pour l'indépendance du Kenya, dans laquelle son action occupe une place centrale¹. La mobilisation de la mémoire de l'indépendance lors de cette crise soulève la question des frontières imaginaires de la nation précisément définies par le mythe édifié au moment de l'indépendance. Dans son discours à la nation à l'occasion du sixième anniversaire de la commémoration de la formation du premier gouvernement autonome (Madaraka Day), le 1^{er} juin 1969, Kenyatta dénonça avec virulence l'agitation menée par une poignée d'opposants, en les désignant comme des ennemis de la nation : « S'ils ne sont pas pour la construction de la nation, alors c'est qu'ils sont contre². » Défendant l'unité de la nation menacée par les dissidents, le chef de l'État rappelait que la seule voie acceptable et conforme au « nationalisme kenyan » était celle de la KANU dont les principes étaient consignés dans son manifeste publié en 1961. À la suite de l'assassinat du politicien Luo Tom Mboya, devenu le rival de Kenyatta, et des émeutes qui ont suivi dans l'ouest du pays, la KADU fut de nouveau interdite. Mais pour réaffirmer leur unité et la légitimité historique du pouvoir kikuyu, les proches de Kenyatta organisèrent des campagnes de serments d'unité et de fidélité. Faisant écho aux serments Mau Mau, la réactivation de ces

pratiques traditionnelles kikuyu établissait une filiation historique avec cette période de lutte et de résistance tout en révélant une conception restrictive de la citoyenneté, dont les frontières recoupaient celles de la nation kikuyu, voire de certains clans uniquement.

La troisième crise politique traversée par le régime au début des années 1970 s'est cristallisée autour des critiques dirigées contre Kenyatta et sa gestion patrimoniale du pouvoir. Le régime se caractérisait par une très forte centralisation, dont tous les rouages étaient étroitement contrôlés par le président et ses proches (forces de sécurité, Cabinet, Parlement, administration territoriale et l'appareil du parti unique depuis 1969). Dans cet édifice politico-administratif, tous les postes qui comptaient étaient confiés à des Kikuyu proches du clan Kenyatta³. C'est également ce groupe qui bénéficia le plus des transferts de terres pendant les années 1960 et 1970, ouvrant des possibilités inédites d'accumulation économique, sociale et politique⁴. Cette structuration patrimoniale du pouvoir et de la distribution des ressources de l'État irriguait un système de relations verticales de patronage qui garantissait une certaine stabilité. Une part importante de la population restait cependant exclue de ces échanges symboliques et matériels.

De nombreux intellectuels et hommes politiques dénoncèrent alors les dérives autoritaires et patrimoniales que certains considéraient comme une trahison de la cause nationaliste⁵.

(3) Denis-Constant Martin, « Dépendance et luttes politiques au Kenya, 1975-1977 : la bourgeoisie nationale à l'assaut du pouvoir d'État », *Canadian Journal of African Studies/Revue canadienne des études africaines*, 12 (2), 1978, p. 233-256 ; Mordechai Tamarkin, *op. cit.*

(4) Mordechai Tamarkin, *op. cit.*

(5) Bildad Kaggia, *Roots of Freedom, 1921-1963 : The Autobiography of Bildad Kaggia*, Nairobi, East African Publishing House, 1975 ; Mohammed Mathu, *The Urban Guerilla, the Story of Mohammed Mathu*, Richmond, Liberation Support Movement, 1974 ; Kiboi Muriithi et Peter Ndoria, *War in the Forest*, Nairobi, East African publishing House, 1971 ; Joram Wamweya, *Freedom Fighter*, Nairobi, East African Publishing House, 1971.

(1) Jomo Kenyatta, *Suffering without Bitterness : The Founding of the Kenya Nation*, Nairobi, East African Publishing House, 1968.

(2) « *If they are not for nation building, then they are against it.* » KNA, KA/4/23, Speech by his Excellency the President Mzee Jomo Kenyatta on the Occasion of Mararaka Day-1st June 1969.

Avant son exil contraint aux États-Unis, l'écrivain kikuyu Ngũgĩ wa Thiong'o s'est efforcé dans ses pièces de réhabiliter la mémoire des combattants anonymes des forêts tout en dénonçant le régime de Kenyatta¹. L'assassinat politique du leader populiste J. M. G. Kariuki en 1975, ancien détenu Mau Mau et porte-parole des exclus du régime, et la vague d'arrestation des opposants politiques qui suivit révélèrent dans toute sa brutalité le caractère répressif et exclusif d'un régime de plus en plus personnel.

La personnification grandissante du pouvoir fut illustrée par les célébrations des dix années d'indépendance du Kenya qui mirent en scène l'œuvre du père de la nation. Les services de communication du gouvernement produisirent un film apologétique dont Kenyatta est la figure principale : « [Le film traite] du président et du peuple du Kenya et de ce qu'ils ont accompli ensemble en une décennie d'indépendance et par conséquent, le film s'ouvre sur une séquence qui traite du président². »

Les lieux de mémoires de la lutte pour l'indépendance comme le stade de Kamunjuki furent progressivement abandonnés au profit de nouveaux espaces mémoriels spécifiquement dédiés et associés au régime. Kenyatta posa ainsi la première pierre du monument de l'indépendance érigé le 12 décembre 1973 à Uhuru Gardens, dans la banlieue proche de Nairobi, tandis qu'une statue du président était dévoilée le même jour à City Square en centre-ville. La multiplication de ses apparitions publiques et de ses interventions à la radio contribuèrent également à rendre très

(1) Notamment *Petals of Blood* (1977) et *The Trial of Dedan Kimathi* (1976).

(2) « [It is] about the President and the people of Kenya and what together they had achieved in a decade of independence, and so we open up with a sequence of the film which deals with the President. » (KNA, KA/4/32, lettre du 11 avril 1973 de Dietrich Berwanger au secrétaire permanent du ministère de l'Information et de la Diffusion, au sujet du film du dixième anniversaire de l'indépendance.)

présente la figure du père de la nation dont le charisme et les talents d'orateur étaient unanimement salués³.

Lorsque Jomo Kenyatta meurt dans son sommeil le 22 août 1978, c'est bien le père de la nation, dont le corps est exposé à State House, que le peuple pleure. Mais comme l'a souligné Tamarkin, il aura peut-être été moins un père fondateur pour la nation (dont les contours sont restés ambigus) que le fondateur d'un régime qui lui a survécu grâce à la permanence du mythe. Son successeur Daniel Arap Moi, issu d'une ethnie minoritaire, puisa sa légitimité et ses alliances politiques dans l'héritage de Kenyatta. La vague de contestation démocratique des années 1990, qui a fait tomber les régimes de parti unique, a également emporté les mythes sur lesquels ils avaient été fondés.

Du héros aux héros, démythification et concurrence des mémoires

Les élections de décembre 2002 marquent l'avènement d'une ère nouvelle avec la défaite de la KANU (au pouvoir depuis 1963) et de son chef de file, Uhuru Kenyatta, l'un des fils du père de l'indépendance⁴. La victoire de la coalition d'opposition dirigée par Mwai Kibaki signe l'aboutissement d'un processus de démocratisation amorcé dans les années 1990, à l'instar de nombreux pays d'Afrique, et dans lequel les organisations de défense des droits de l'Homme et les Églises ont joué un rôle déterminant. La contestation puis l'éviction des régimes autoritaires et exclusifs passent alors par la déconstruction de leurs mythes fondateurs laissant la place à un nouveau récit de la nation. Certes Kenyatta reste une icône pour le

(3) Pendant l'été 1977, un an avant sa mort, Kenyatta a ainsi participé à quatre-vingt-douze cérémonies officielles dans la province de la Côte où il était pratiquement retiré (Eric Aseka, *Jomo Kenyatta*, Nairobi, Kenya Litho, 1992, p. 81).

(4) La symbolique des noms est encore très forte puisque Uhuru signifie « indépendance » en kiswahili.

pouvoir en place : l'une des premières mesures prises par la nouvelle équipe dirigeante a été de réimprimer des billets de banque à son effigie pour remplacer ceux de Moi. Mais il est désormais l'hôte d'un Panthéon élargi par le nouveau pouvoir.

La renaissance de la nation

Dans son discours d'investiture prononcé le 30 décembre 2002, Mwai Kibaki dévoila son programme de refondation de la nation, qui s'articulait autour de deux axes principaux, l'unité dans la diversité et la rupture avec le régime Moi : « Regardez autour de vous, voyez quelle superbe constellation d'étoiles nous formons, regardez simplement cette éblouissante mosaïque de personnes d'origine ethnique, de race de confession, de sexe, d'âge, de condition et de statut social variés¹. » La coalition arc-en-ciel (National Rainbow Coalition, NARC) qui remporta les élections de décembre 2002, apparaît comme une métaphore de la nation dont elle représente la diversité politique et ethnique. Mais la restauration des principes démocratiques et du contrat social, une priorité du nouveau gouvernement, passe par la confrontation avec le passé et le rejet de toute forme d'amnésie : « On aurait pu choisir d'ignorer certaines erreurs humaines évidentes pour aller de l'avant, mais cela aurait été injuste envers les Kenyans que de ne pas s'interroger sur certaines actions et politiques qui ont été délibérément menées par le passé et qui continuent d'avoir aujourd'hui de lourdes conséquences². »

(1) « *Look around you, see what a gorgeous constellation of stars we are, just look at this dazzling mosaic of people of various ethnic backgrounds, race, creed, sex, age, experience and social status.* » Le texte du discours est disponible sur le site Internet suivant : <http://www.statehousekenya.go.ke/speeches/kibaki/2002301201.htm> (20 août 2009).

(2) « *One would have preferred to overlook some of the all too obvious human errors and forge ahead, but it would be unfair to Kenyans not to raise questions about certain deliberate actions or policies of the past that continue to have grave consequences on the present.* »

En avril 2003, le gouvernement réfléchit à l'établissement d'une commission Justice, vérité et réconciliation (TRJC). Cette idée avait été lancée par plusieurs associations de défense des droits humains dans le cadre de la « campagne contre l'impunité » initiée entre le début de l'année 2001 et la fin de l'année suivante. Dans leur rapport, Makau Mitua, responsable de la Kenya Human Rights Commission (KHRC) et Kiriatiu Murungi (ministre de la Justice et fondateur de la KHRC) préconisaient la mise en place d'une telle commission chargée d'étudier les crimes et les abus perpétrés depuis l'indépendance en décembre 1963 et la fin du régime Moi en décembre 2002. Les partisans d'une justice transitionnelle, souvent issus des organisations qui ont milité pour les droits de l'Homme et la démocratie dans les années 1990, considéraient que c'était une étape indispensable à la reconstruction de la nation : « Le passé doit être confronté, l'État doit répondre de ses actes et le pays doit être exorcisé des fantômes du passé qui continuent de le hanter. L'amnésie conduirait purement et simplement à une certaine forme de mort et d'échec de l'État et de la société³. »

Cependant le gouvernement refusa alors d'appliquer ces recommandations qui furent enterrées avec le projet de réforme constitutionnelle et l'échec de la coalition arc-en-ciel⁴. C'est

(3) « *The past must be confronted, the state must be audited, and the country must be exorcized of the ghosts of the past that still haunt it. Amnesia would simply lead to the certain death and failure of state and society.* » (Republic of Kenya, Report of the Task Force on the establishment of a Truth Justice and Reconciliation Commission, Nairobi, Government Press, 2003, p. x)

(4) Dès 2004, les membres de la coalition s'étaient affrontés sur le projet de réforme constitutionnelle, finalement rejeté lors du referendum de 2005. Le gouvernement s'était recentré sur le groupe de fidèles kikuyu, dont Kiriatiu était l'un des piliers, tandis que l'opposition s'était rassemblée au sein du mouvement Orange (Orange Democratic Party) derrière Raila Odinga (le fils du Odinga Oginga, contemporain et rival de Kenyatta). Les deux camps se sont violemment opposés lors des élections de décembre 2007. Le règlement de la crise a débouché sur le partage du pouvoir entre Kibaki (président) et Odinga (Premier ministre).

seulement après les violences postélectorales de janvier 2008 qu'une commission Justice, vérité et réconciliation a été mise en place. Les auditions en cours portent sur les exactions et sur les crimes commis au Kenya entre 1963 et 2008.

Le retour de l'histoire et de la mémoire

Le principe d'une justice transitionnelle comme instrument de réconciliation de la nation entend conférer au discours historique une dimension curative. Cette catharsis, qui s'inscrit dans un mouvement plus global de démocratisation, a contribué à libérer les mémoires individuelles, qui avaient été en partie étouffées par la métanarration officielle. Depuis 2002, on observe ainsi une inflation mémorielle, souvent stimulée par l'action de certains groupes se définissant comme victimes¹.

Lors de la convention nationale organisée les 16 et 17 octobre 2008 afin de préparer le travail de la commission Justice, vérité et réconciliation, un groupe de pression s'est constitué au nom des « victimes des injustices historiques et contemporaines » pour faire entendre leurs voix auprès de la commission. The Kenya National Victims Network, soutenu par les principales associations de défense des droits de l'Homme du Kenya, regroupe une grande variété d'associations de victimes, dont par exemple The Mau Mau Veterans Association et The Victims of Historical Land Injustices. L'éventail de leurs revendications est très large et débordé le mandat de la TJCR. On peut citer parmi elles : le règlement de la question foncière, la mise en place d'une commission Justice et vérité centrée sur la cause des victimes, la reconnaissance par l'État des crimes et des violations commises à l'époque coloniale et postcoloniale ainsi

(1) Marie-Emmanuelle Pommerolle, « Les mobilisations de victimes de violences coloniales : investigations historiques et judiciaires et débats politiques postcoloniaux au Kenya », *Raisons politiques*, 30, 2008, p. 107-129.

que leur réparation. Ces organisations utilisent les travaux de la TJCR comme caisse de résonance pour leurs revendications dont certaines, liées à la négociation de l'indépendance, avaient été occultées par la politique officielle d'amnésie. Ces mobilisations rejoignent les démarches de certains groupes de porteurs de mémoires, comme les associations de vétérans Mau Mau, qui ont initié des actions en justice contre le gouvernement britannique afin d'obtenir reconnaissance et réparation pour les crimes commis pendant l'état d'urgence².

Ce réveil des mémoires, qui s'incarne parfois dans des causes et des mobilisations particulières, est indissociable du travail plus discret de démythification de l'histoire officielle accompli par les historiens. Les premières remises en cause des mythes mémoriels associés à l'état d'urgence remontent aux années 1970, avec la publication de plusieurs ouvrages insistant sur la complexité du mouvement Mau Mau et la diversité de ses acteurs³. La multiplication des travaux traitant de cette période depuis la fin des années 1980 a pointé le poids de l'héritage de ce moment clé dans la construction du Kenya moderne, en termes de référents mémoriels⁴ et de dynamiques historiques⁵. Cette pluralité

(2) *Ibid.*

(3) Robert Buijntenhuis a été l'un des premiers à proposer une critique du mythe nationaliste Mau Mau en soulignant la complexité et les tensions internes du mouvement (Robert Buijntenhuis, *Mau Mau Twenty Years after : The Myth and the Survivors*, La Haye, Mouton, 1973). Au même moment, l'historien kenyan Bethwell Ogot s'intéressait à la diversité des acteurs de ce conflit (Bethwell Ogot, « Revolt of Elders : An Anatomy of the Loyalist Crowd in the Mau Mau Uprising, 1952-1956 », *Hadiith*, 4, 1972, p. 134-148).

(4) E. S. Atieno Odhiambo et John Lonsdale, *op. cit.* La mémoire des Mau Mau occupe une place importante dans l'historiographie du sujet. Marshall Clough s'est intéressé aux interprétations politiques des mémoires Mau Mau (Marshall Clough, *Mau Mau Memoirs : History, Memory and Politics*, Londres, Lynn Rienner, 1998). Dans l'ouvrage collectif qu'ils ont dirigé en 2002, E. S. Atieno Odhiambo et John Lonsdale ont interrogé la place des Mau Mau dans la construction de l'imaginaire national (*op. cit.*).

(5) Les premières synthèses s'intéressant aux origines sociales et politiques de la révolte ont été publiées à la fin des années

du discours historique, qui renvoie à la diversité des mémoires de l'indépendance¹, a nourri le discours sur la nation forgé aux lendemains des élections d'alternance.

Le retour des héros

Depuis 2010, le 20 octobre, qui commémorait la déclaration de l'état d'urgence en 1952, est célébré sous le nom de Jour des héros (*Majus-haa Day*). Ce changement de terminologie est symptomatique du processus de redéfinition de l'imaginaire national. Dans son premier discours pour cette commémoration, le président Kibaki caractérise les nouveaux héros de la nation en ces termes : « Les Mashujaa sont ces hommes et ces femmes qui ont profondément marqué la vie des Kenyans, à la fois dans l'histoire et dans le développement du pays². » Ce sont aussi bien les résistants à la conquête coloniale, les nationalistes, les femmes et les hommes politiques de diverses origines, que les sportifs ou les scientifiques reconnus.

1980. Alors que Tabitha Kanogo insiste sur la place et le rôle des squatters dans la structuration du mouvement (Tabitha Kanogo, *Squatters and the Roots of Mau Mau, 1905-1963*, Londres, James Currey, 1987), David Throup s'intéresse à la spécificité de la politique coloniale (David Throup, *Economic and Social Origins of Mau Mau, 1945-1953*, Londres, James Currey, 1987) ; certains, comme Franck Furedi, interprètent le mouvement en termes de conflits de classes (Franck Furedi, *The Mau Mau War in Perspective*, Londres, James Currey, 1989).

(1) Les travaux pionniers menés sur les acteurs moins connus du conflit comme les femmes (Cora Ann Presley, *Kikuyu Women, the Mau Mau Rebellion and Social Change in Kenya*, Boulder, Westview Press, 1992) ou les populations ordinaires étudiées à partir des serments d'unité (Great Kershaw, *Mau Mau from Below*, Londres, James Currey, 1997) ont contribué au réveil des mémoires individuelles. Les ouvrages les plus récents, tels que celui de Caroline Elkins portant sur la mémoire des victimes de la répression (*op. cit.*), celui de Daniel Branch sur les loyalistes et leur héritage (*op. cit.*) et celui de David Anderson (*op. cit.*), consacrent cette pluralisation des mémoires.

(2) « *Mashujaa are men and women who have made a lasting mark in the lives of Kenyans and in the history and development of our country.* » (Allocution du président Mwai Kibaki lors de la première célébration du Jour des héros le 20 octobre 2010, citée dans « Kibaki's Speech on Maiden Shujaa Day », *The Standard*, 20 octobre 2010.)

Cette journée est officiellement inscrite comme fête nationale dans la nouvelle Constitution adoptée le 27 août 2010. Mais elle figurait déjà dans le premier projet constitutionnel soumis au référendum en 2005. Cette initiative participe pleinement de la nouvelle dynamique politique et mémorielle instaurée depuis 2002. Le 20 octobre consacre désormais la réconciliation et l'unité de la nation (qui revêtent une signification plus forte après les violences post-électorales de 2008), non plus incarnées par un seul homme, père de la nation, mais par l'ensemble des héros et des héroïnes qui ont fait le Kenya. En mars 2007, le ministre de la Culture avait nommé une commission chargée d'établir les critères permettant de les identifier en s'appuyant notamment sur des enquêtes menées dans l'ensemble du pays³.

Cette reconfiguration de l'espace mémoriel passe aussi par une nouvelle rhétorique des lieux de mémoire. Un espace en cours d'aménagement est désormais consacré aux héros et aux héroïnes de la nation dans le *Heroes Acre* de Uhuru Gardens. Depuis février 2007, Dedan Kimathi, l'un des chefs de la guérilla du mont Kenya, exécuté le 26 février 1957, a sa statue en plein centre-ville de Nairobi. La reconnaissance officielle de la mémoire de l'un des héros de la lutte armée menée contre le pouvoir colonial cinquante ans après sa mort témoigne du processus de pluralisation mémorielle engagé par le nouveau gouvernement. À travers la mémoire de Kimathi, ce sont tous les héros de la lutte Mau Mau qui sont honorés, et en particulier ceux de Nyeri. Sur le plan politique, il s'agit, pour le nouveau président et sa clique, originaires de Nyeri⁴,

(3) Republic of Kenya, *Gazette Notice No. 3179*, « Task Force for Country-Wide Date Collection on Criteria and Modalities of Honouring National Heroes and Heroines », 27 mars 2007.

(4) Michaela Wrong dénonce les dérives de cette « mafia du mont Kenya » (Michaela Wrong, *It's Our Turn to Eat : The Story of a Kenyan Whistle Blower*, Londres, Fourth Estate, 2009).

d'établir une filiation mémorielle symbolique avec la période fondatrice de l'indépendance, tout en affirmant la mémoire et l'identité de cette région contre une mémoire officielle jusque-là centrée sur Murang'a d'où était originaire le clan Kenyatta. L'hommage appuyé à Dedan Kimathi et la problématique des héros et des héroïnes semblent inaugurer un nouveau mythe fondateur : « Ce sont les héros et les héroïnes de la liberté comme Kimathi qui ont forgé l'indépendance du Kenya et leur sacrifice ne doit jamais être perçu comme vain. [...] Nous devons faire la fierté de nos héros et de nos héroïnes de l'indépendance en adoptant une culture d'amour des uns et des autres, à l'instar des six héros de Kapenguria qui se sont aimés et se sont battus ensemble pour une même cause, "la libération du Kenya" malgré la diversité de leurs origines ethniques¹. »

Cinquante ans après l'indépendance, au moment où le Kenya entre dans une nouvelle phase de son histoire avec l'adoption de sa seconde Constitution, on assiste à l'élaboration d'un nouveau récit de la nation, basé sur la pluralité de la mémoire de l'indépendance et la diversité de la contribution de ses héros. Cette fabrique toujours active de l'imaginaire national souligne la dimension et la fonction éminemment politique des mythes fondateurs qui ancrent ces récits.

Le régime autoritaire et centralisateur fondé par Jomo Kenyatta et dont son successeur Daniel Arap Moi a hérité reposait sur la figure

emblématique du héros de la lutte pour l'indépendance devenu le père de la nation. À l'instar de nombreux pays d'Afrique, la vague de démocratisation des années 1990 qui a porté au pouvoir des régimes d'alternance a sérieusement écorné les mythes sur lesquels ces premiers régimes s'étaient construits. Jomo Kenyatta, qui n'est plus au cœur de la fabrique de l'imaginaire national, continue cependant d'occuper une place centrale dans la mémoire collective de la nation, désormais aux côtés des héros délaissés par les nationalismes jacobins des années 1960. Au Kenya, où l'alternance a été âprement négociée en 2008, la pluralisation de l'imaginaire national mis en scène par le nouveau régime est précisément le produit des rivalités mémorielles héritées de la période de l'indépendance : les défenseurs d'un ethno-nationalisme kikuyu étroit incarné par Kibaki ont continué de s'opposer aux représentants des autres segments de la nation. La combinaison de ces mémoires concurrentes, symbolisée par la nouvelle rhétorique des héros, est au cœur de l'élaboration d'un nouveau mythe politique désormais centré sur l'image d'une nation diverse mais unie.

*Hélène Charton,
Les Afriques dans le monde (LAM), CNRS,
33607, Pessac cedex, France.*

(1) « *Kenya's independence was brought about by our Freedom Heroes/Heroines like Kimathi, whose sacrifices should not be seen to have been in vain. [...] Let us do our Independence Heroes/Heroines proud by embracing a culture of love for one another as our Kapenguria Six heroes, for example, loved one another and struggled for a common purpose "Kenya's Liberation," in spite of their diverse ethnic backgrounds.* » (Speech by the Permanent Secretary office of the vice President Ministry of State for National Heritage and Culture, during the 52nd Commemorative Kimathi's memorial service on 26th February 2009 in Nyeri, <http://www.national-heritage.go.ke>.)

Hélène Charton est chargée de recherche au CNRS dans le laboratoire Les Afriques dans le monde (LAM) à l'Université de Bordeaux. Ses travaux portent sur l'histoire du Kenya et l'histoire des politiques internationales d'éducation en Afrique. Elle a récemment publié « Réformes éducatives et légitimation politique au Kenya » (*Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, 10, 2011, p. 219-237) et « Acteurs, victimes et témoins de la violence dans l'histoire : l'exemple Mau Mau » (*Cahiers d'études africaines*, 201, p. 169-192). (helcharton@gmail.com)